MOHAMED SAÏD AVERTIT CONTRE LA RÉVOLTE POPULAIRE

«Aucun régime politique n'est invulnérable»

Dans un communiqué émis en réaction à ce qui se passe en Tunisie, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) de Mohamed Saïd – non encore agréé –, a rappelé les toutes dernières émeutes ayant secoué l'Algérie, mettant en avant le fossé qui se creuse de jour en jour entre la société et l'élite politique du pays, et a appelé à une réforme profonde du régime politique.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «Le changement pacifique souhaité ne saurait s'accommoder de demi-mesures ou de palliatifs destinés à gagner du temps et encore moins de politiques conçues et évaluées en cercles fermés», a-t-il estimé.

Il expliquera que «les toutes dernières émeutes ayant secoué plusieurs wilayas du pays, loin d'être réduites à la seule hausse des prix de certains produits de base, ont démontré qu'entre le pouvoir et la société se sont établis, hélas, des rapports de négation réciproque : ni le pouvoir n'a d'emprise sur la dynamique qui traverse la société, ni les couches sociales majoritairement jeunes ne sont capables d'agir sur le pouvoir par des moyens légaux», d'où, conclura-t-il, «des rapports potentiellement conflictuels qui se traduisent chez les jeunes par une culture de rejet et de contestation de l'ordre établi». Et d'inviter le «pouvoir» à tirer les conclusions nécessaires et prendre l'initiative pour éviter au pays ce qu'il désignera par un «avenir porteur d'incertitudes». Or, il l'a averti contre une éventuelle reproduction du scénario tunisien : «La chute du président tunisien sous l'effet de la révolte populaire rappelle que la volonté des peuples est invincible et qu'aucun régime politique, quels que soit ses moyens de coercition et sa capacité de manipulation, n'est vulnérable et ne peut se maintenir sans un minimum d'adhésion populaire et donc de légitimité». Ainsi, il suggérera d'ouvrir le champ politique et les médias publics.

Une démarche qui permettra de «restructurer le paysage politique par une représentativité conforme à la réalité». Dans le même contexte, il exhortera l'«ensemble des acteurs politiques, syndicaux et les composantes de la société civile à se hisser au niveau des attentes du peuple et présenter une alternative consensuelle crédible». Car, considère-t-il, les mutations sociales s'accélèrent grâce aux nouvelles technologies de la communication et le changement exige «un Etat fort, juste et ouvert à toutes les compétences et d'un pouvoir perçu non pas en termes de rente de situation mais comme émanation de la volonté populaire».

L. H.

Photo : DR

CONTRIBUTION

Le défi algérien pour le changement : de la soumission à la détermination citoyenne

Par Haïder Bendrihem

L'Algérie est en train de subir une offensive effroyable contre le progrès, la dignité et les libertés que personne n'aurait pu imaginer, il y a 12 ans.

Le pouvoir en place a mis en coupe réglée toute vie en Algérie. Il attaque tout d'abord la vie partisane en interdisant la création de partis politiques, en détruisant les partis en place par la multiplication de comités de redressement gérés par l'ancien ministre de l'Intérieur.

La scène politique brille par un vide politique généralisé, œuvre magistrale d'un pouvoir imaginatif dans son rôle inique de policier en chef. Ensuite, il s'attaque à l'Etat et ses institutions en confisquant la souveraineté populaire. Il subvertit la démocratie, bref, il a réussi dans son entreprise de destruction massive des hommes et leurs libertés. Aucun contre-pouvoir n'est toléré, ni parti politique, ni syndicat, ni presse, ni association.

Aujourd'hui, le pouvoir en place se trouve seul face à la rue, face à son œuvre macabre, résultat du verrouillage de la vie politique, du rétrécissement du champ des libertés et de l'absence de démocratie et d'espaces d'expressions libres.

Le pouvoir autoritaire retrouve son réflexe naturel. Celui de répondre à la revendication légitime en usant de la matraque et de la répression. Le pouvoir s'étonne et s'indigne devant les scènes de saccages et de sabotage, quand lui-même se tait devant le pillage systématisé et dans l'impunité des biens de la communauté nationale.

N'est-il pas plus juste de juger des dignitaires de la corruption qui ont trahi la nation et mis à sac ses biens, au lieu de mettre en prison de jeunes adolescents bercés dans la violence. L'exemple de la Tunisie devrait donner à réfléchir à nos gouvernants. A force de verrouiller le champ politique et d'user de la répression, comme seul langage face aux masses, Zine El Abidine Ben Ali a fini par prendre la poudre d'escampette, comme un vulgaire brigand qui a peur du jugement du peuple. Le combat pour la justice, la dignité et les libertés est un impératif pour tout un chacun, c'est un devoir, c'est une obligation.

Le changement ne sera réalisé que par l'action politique et sous la pression des mouvements sociaux. Il faut transformer la question du changement en une affaire dont se saisit le peuple.

Face à un pouvoir disposant de tous les moyens, omniprésent, brouillant les clivages politiques, mais ne disposant ni de projet, ni de stratégie pour le pays, il y a urgence à construire une opposition réaliste, consciente des enjeux, proche du peuple et combative.

Une opposition audacieuse et innovante que les Algériens attendent depuis longtemps.

L'action du gouvernement à l'encontre de la fermeture du champ politique et médiatique est responsable de la démission collective des citoyens vis-à-vis de différentes élections, ce qui suscite beaucoup de questions quant à l'effectivité de la démocratie dans le pays.

Par ailleurs, les faits suivants ont amplifié la frustration sociale et la contestation populaire, à savoir les scandales financiers, notamment l'affaire Khalifa, l'affaire BCIA, Condor, FNDRA, Sonatrach, l'autoroute Est-Ouest, le détournement des terres agricoles pour des amis promoteurs dans le cadre de 1 million de logements et les dizaines de scandales financiers qu'on ne peut tous énumérer.

Mais, la violation de la Constitution en date du 12 novembre 2008 a confirmé la nature de ce pouvoir qui ne recule devant rien pour consolider plus son autoritarisme et continue à confisquer les richesses du pays pour le compte d'une minorité au détriment de la majorité ; les émeutes d'ampleur nationale, œuvre d'une grande partie de la jeunesse, ne sont que l'expression d'une exaspération et de désespoir face à un pouvoir répressif, autiste et aveugle.

Le mal dont souffre notre pays est connu. Il n'a qu'un seul nom, le «pouvoir autoritaire» mis en place en dehors de la Constitution et des lois de la République. Le présent et l'avenir de l'Algérie et des Algériens ne l'intéresse guère. Il est au-dessus de la loi. Il se moque des principes civiques et moraux qui sont à la base de la «bonne gouvernance».

Ces éléments qui ont fortement mobilisé une frange de la population doivent inciter la classe politique et les personnalités et leaders politiques de l'opposition à se regrouper et débattre dans la sérénité d'une sortie de crise et redonner ainsi espoir à notre population.

Convaincre et faire adhérer une majorité de la population à notre projet, afin de faire pression sur ce pouvoir qui se comporte comme le propriétaire de ce pays et considère sa population comme ses sujets qui ne sont-là que pour l'applaudir sinon, ils sont considérés comme des terroristes, et les leaders de l'opposition comme des traîtres à la nation. Comment peut-on suivre ce pouvoir dans sa logique politique, alors que tous les indicateurs politiques, économiques et sociaux du pays nous renseignent sur une situation catastrophique ? Comment peut-on croire un pouvoir qui n'arrête pas de maquiller la réalité à sa convenance ?

On doit revendiquer fortement la levée de l'état d'urgence, la fin du monopole sur les médias publics, la réouverture du champ politique et médiatique, conditions essentielles pour l'instauration d'une vraie démocratie et de la transparence dans la conduite des affaires de l'Etat.

Par ailleurs, nous constatons que si cette situation est amenée à perdurer, les risques seront fatales pour le devenir du pays et de la population.

Après 12 ans de pouvoir sans partage, l'Algérie souffre d'une crise aiguë d'immobilisme et le peuple algérien vit dans une misère sordide sans précédent dans l'histoire de notre pays. L'Etat algérien est au bord de la faillite. Le pouvoir en place est au bout du rouleau.

Les caisses de l'Etat se vident de jour en jour à travers des projets qui n'ont aucun impact économique, ni social. Les réserves de devises étrangères s'amenuisent. L'administration centrale tourne au ralenti. Les investisseurs tant nationaux qu'étrangers ne sont plus attirés par les fameux «projets géants» que constitue le programme du président. La pauvreté s'est généralisée. La corruption a atteint des proportions jamais égalées, dépassant de loin le stade de l'alarmisme. Les terres agricoles ont été dilapidées ; les paysans paupérisés gagnent par fournées les villes, venus y grossir ces poches de la misère et accentuer les fléaux et les maux qui rongent notre société. Les usines fermées ou vendues au dinar symbolique à des prédateurs d'un autre âge, les ouvriers sont réduits à la mendicité, à la merci d'un néo-libéralisme sauvage. Le marché informel a grossi, pour s'imposer comme maître à bord dans un marché en déconfiture.

Les compétences, formées sur l'épargne de la communauté, quittent par vagues le pays, livré ainsi à la merci de la médiocrité et du replâtrage éphémère.

Le chômage est endémique, dans un pays où l'épargne va renflouer les banques occidentales, faisant le bonheur des pays déjà suffisamment riches. Ces pays qui passent pour les chantres des droits de l'homme et de la démocratie oublient vite ces valeurs, dès qu'il s'agit de leurs intérêts, quitte à soutenir des régimes les plus autoritaires. Désormais, il ne faut rien attendre d'eux. La liberté s'arrache et la démocratie se construit par les peuples.

La roublardise, la «tchippa» et la cupidité ont chassé les valeurs patriotiques, pour s'ériger en seuls valeurs régissant des rapports de pouvoir maffieux.

Ce qui est, par contre, réconfortant, c'est que, malade ou bien portant, le président en place a, d'ores et déjà, condamné son propre régime à une triste et lamentable fin qu'aucune initiative ne peut plus sauver du naufrage.

Personne ne sait qu'aujourd'hui comment ce régime disparaîtrait dans la nuit des temps. Mais, ce qui nous intéresse maintenant, c'est la question de savoir comment éviter l'avènement d'un régime semblable à celui que toute l'Algérie rejette désormais. Car à l'allure où va le pays, le pire n'est pas nécessairement derrière nous.

Il faut oser penser autrement la fatalité dans la dignité et le respect de l'autre.

H. B.